

Canadian NATO
Parliamentary Association



Association parlementaire
canadienne de l'OTAN

**Rapport de la délégation parlementaire canadienne
de la Visite de la Sous-commission de la sécurité
énergétique et environnementale de la Commission des
sciences et des technologies**

**Association parlementaire canadienne de l'OTAN
(AP OTAN)**

**Roumanie et Bulgarie
Du 12 au 15 mai 2008**

Rapport

L'Association parlementaire canadienne de l'OTAN a l'honneur de présenter son rapport sur la visite de la Sous-commission de la sécurité énergétique et environnementale de la Commission des sciences et des technologies, qui s'est tenue en Roumanie et en Bulgarie, du 12 au 15 mai 2008. Composée de 18 membres et dirigée par le président de la Sous-commission, Cristian Valeriu Buzea (Roumanie), la délégation a rencontré des représentants de haut niveau des ministères des Affaires étrangères, de la Défense, de l'Économie et de l'Environnement, des membres des Commissions parlementaires respectives dans les deux pays, ainsi que des experts indépendants. La délégation a également visité les centrales nucléaires de Cernavodă (Roumanie) et de Kozloduy (Bulgarie). La délégation canadienne était composée de sénateur Pierre Claude Nolin.

NOTE DE SYNTHÈSE

La Roumanie et la Bulgarie occupent une position stratégique entre les plus importants marchés consommateurs et producteurs d'énergie. Les deux pays sont impliqués dans des projets multinationaux destinés à sécuriser l'approvisionnement en pétrole et en gaz de l'Europe, dont le gazoduc Nabucco soutenu par l'Union européenne (UE) et le projet South Stream, avant tout défendu par la Russie.

L'aspect environnemental de ces projets énergétiques a également été souligné. Les Roumains et les Bulgares considèrent l'énergie nucléaire comme essentielle pour parvenir à une plus grande indépendance énergétique, tout en respectant les engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Les interlocuteurs bulgares ont fait remarquer que l'arrêt prématuré et obligé de deux réacteurs à Kozloduy a entraîné un accroissement de la production d'électricité à partir de charbon.

Au cours de la visite, la délégation de l'AP-OTAN s'est également intéressée à des questions incluant les résultats du Sommet de Bucarest, la défense antimissile, les politiques spatiales, la formation maritime et les programmes de protection de l'environnement.

ROUMANIE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Le programme a débuté par un exposé au ministère de l'Économie et des Finances, responsable du secteur énergétique en Roumanie. Darius Mesca, secrétaire d'État à l'Énergie, a souligné que la stratégie énergétique à long terme de la Roumanie repose sur : 1) la poursuite du développement de son secteur de l'énergie nucléaire (parallèlement à un nouveau renforcement de normes de sécurité rigoureuses) ; 2) la diversification de l'approvisionnement en hydrocarbures (en participant à des projets multinationaux tels que Nabucco et l'Oléoduc paneuropéen ; l'accroissement de la capacité de stockage et l'interconnexion des réseaux électriques et gaziers avec les pays voisins) ; 3) le considérable accroissement de la part accordée aux énergies renouvelables dans le « mix » énergétique national, pouvant aller jusqu'à un tiers de la consommation énergétique à l'horizon 2010 ; 4) l'accroissement de l'efficacité

énergétique (la Roumanie est actuellement à la traîne dans ce domaine au sein de l'UE).

Les parlementaires de l'OTAN ont également été informés du mode de fonctionnement de Transelectrica, l'opérateur du système électrique roumain, qui joue un rôle essentiel sur le marché national de l'électricité. Transelectrica est responsable de la transmission de l'électricité, ainsi que du réseau et des infrastructures électriques nationales, et veille à la sécurité du système roumain d'alimentation énergétique. Cette société publique a élaboré un plan complet de protection des infrastructures, capable de garantir la sécurité même dans des conditions très défavorables, en cas de tremblement de terre, d'inondations ou de tempêtes notamment. Transelectrica collabore avec des organismes d'application des lois pour protéger les infrastructures contre les actes criminels, dont les cyber-attaques.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Après les remarques liminaires de Silviu Stoica, secrétaire d'État pour l'Environnement et le Développement durable, les membres de la délégation de l'AP-OTAN ont été informés par des responsables de haut niveau du ministère des questions liées au changement climatique, à la pollution industrielle et à la participation de la Roumanie aux programmes environnementaux de l'OTAN.

La Roumanie a été l'un des premiers pays à ratifier le Protocole de Kyoto. Elle s'est engagée à réduire de 8% à l'échéance 2012 ses émissions par rapport au niveau de 1990. Depuis 1990, les émissions de gaz à effet de serre de la Roumanie ont diminué, mais elles devraient augmenter, en raison du rapide développement économique. En conséquence, le pays est confronté à un défi en matière de respect de ses engagements de Kyoto.

La Roumanie subit déjà certains des effets néfastes liés au changement climatique. La température moyenne a augmenté au cours de la période 1901-2006. Cette tendance s'accélère depuis quelques années, ce qui entraîne des inondations plus importantes, des sécheresses, des pertes de milliards d'euros et même de vies humaines. Le ministère de l'Environnement a préparé une stratégie pour atténuer les effets du changement climatique, mais des plans d'action plus spécifiques sont nécessaires à un moindre niveau. La promotion des ressources renouvelables est considérée comme la solution clef au problème. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour sensibiliser davantage l'opinion publique à ce défi.

La prévention des accidents industriels impliquant des matières dangereuses représente une priorité élevée pour le gouvernement roumain. La Roumanie participe activement aux projets environnementaux du programme pour la Science au service de la Paix et de la Sécurité (SPS) de l'OTAN. C'est ainsi, par exemple, que des scientifiques roumains ont été impliqués de 2005 à 2007 dans un projet en partenariat avec la Russie sur l'éco terrorisme. Certains des ateliers et conférences du SPS se sont déroulés en Roumanie et étaient liés à des questions telles que les déversements accidentels de pétrole et la sécurité de l'acheminement du gaz naturel.

RÉUNION AVEC DES MEMBRES DU PARLEMENT ROUMAIN

La délégation de l'AP-OTAN a rencontré un groupe de parlementaires roumains de haut niveau, incluant le vice-président Lucian Augustin Bolcas et les dirigeants de plusieurs Commissions parlementaires. Les participants roumains ont souligné l'importance de la sécurité énergétique dans le monde contemporain et appelé l'OTAN à une implication plus active dans ce domaine. Le concept de la sécurité doit être revu, afin d'inclure des questions telles que l'énergie, l'environnement, l'alimentation et l'eau. Les menaces traditionnelles ne doivent pas être oubliées pour autant.

Iulian Ianku, président de la Commission des industries et des services, a déclaré que les problèmes énergétiques et environnementaux modifieront considérablement notre civilisation dans un proche avenir. L'on s'attend à l'horizon 2030 à un doublement de la consommation énergétique mondiale, à ce que la population de la planète atteigne 9 milliards d'individus et à ce que la nature ne soit plus capable de traiter la quantité de CO2 produite par l'humanité. Cette tendance est intenable et exige des mesures urgentes. Les pays pauvres sont confrontés au dilemme qui consiste à développer leur économie sans nuire à l'environnement.

Au cours de la discussion, le sénateur Pierre Claude Nolin (Canada) a soulevé la question du biocarburant, en demandant si la promotion de ce type de carburant n'est pas une erreur, puisqu'il est censé contribuer à la crise alimentaire mondiale. M. Ianku a marqué son accord avec cette évaluation, en faisant remarquer que les prix des produits alimentaires ont doublé en Roumanie aux cours des deux dernières années. Cela pose la question de savoir si nous pouvons nous permettre d'allouer des terres à la production de biocarburant. Il est intéressant de noter que la crise alimentaire actuelle accroît la demande pour les produits alimentaires importés, qui exigent un transport sur de plus longues distances, ce qui fait augmenter la demande en carburant et exacerbe donc plus encore le problème. D'après M. Ianku, seuls les biocarburants produits à partir de déchets et les terres offrant une faible biodiversité pourraient constituer une option viable.

AGENCE SPATIALE ROUMAINE

Marius-Ioan Piso, président de l'Agence spatiale roumaine (ROSA), a présenté le programme spatial de son pays. Créée en 1991, la ROSA représente la Roumanie dans le domaine de la coopération spatiale. Son centre de recherches est engagé dans un certain nombre de projets, dont la mise au point de nano satellites, le traitement d'avant-garde de données et l'utilisation de la technologie spatiale pour la surveillance des catastrophes. De 2001 à 2006, la ROSA a été impliquée dans 171 projets. Certains projets sont directement liés à la sécurité nationale, tels que le système GEOINT (renseignement géo spatial) de la Roumanie, utilisé dans des opérations militaires tactiques et stratégiques multinationales. La Roumanie devrait devenir un membre à part entière de l'Agence spatiale européenne en 2010. La ROSA coopère également avec le programme de l'OTAN pour la Science au service de la Paix et de la Sécurité, ainsi qu'avec l'Agence de l'OTAN pour la recherche et la technologie. M. PISO a mis l'accent sur l'importance des ressources spatiales dans la plupart des opérations militaires. Les améliorations apportées aux systèmes de télédétection basés au sol et dans l'espace fourniront une image opérationnelle complète aux forces de la coalition.

Il a également souligné l'importance de la mise au point de microsattellites – tels que le microsattellite GOLIAT Roumain –, qui permettra à un beaucoup plus grand nombre de pays de développer leurs propres capacités spatiales.

Liviu Muresan, président exécutif de l'Institut européen pour la gestion du risque, de la sécurité et de la communication (EURISC), s'est quant à lui penché sur la question de la protection des infrastructures énergétiques critiques. En matière de routes d'approvisionnement énergétique, la mer Noire occupe un emplacement stratégique au centre de l'axe géopolitique constitué par la Méditerranée, la mer Noire et la Caspienne. Le pétrole et le gaz provenant de l'Asie centrale et du Moyen-Orient empruntent des voies maritimes, des oléoducs et des gazoducs qui traversent la mer Noire pour alimenter l'Europe et d'autres destinations à l'Ouest. Les mêmes voies maritimes sont utilisées pour l'acheminement illégal de narcotiques, de personnes (dont des terroristes), d'armes conventionnelles et de composants pour des armes de destruction massive (ADM). Les six États bordant la mer Noire (la Bulgarie, la Roumanie, l'Ukraine, la Russie, la Géorgie et la Turquie) commencent à tenter d'édifier une identité régionale. La région est un véritable carrefour de cultures, d'échanges internationaux (légaux et illicites), d'idées et d'influences. Elle sert de plate-forme aux opérations militaires, de reconstruction et de stabilisation en Afghanistan, en Irak et éventuellement en Iran.

L'OTAN ne joue traditionnellement aucun rôle dans les questions de sécurité énergétique. Son Concept stratégique note qu'une menace contre les approvisionnements énergétiques pourrait représenter un danger stratégique, mais il n'existe aucun accord entre les Alliés sur la définition d'une Politique de sécurité énergétique propre à l'Alliance. Celle-ci pourrait toutefois jouer un rôle plus actif dans la défense des infrastructures énergétiques et le transit du pétrole et du gaz en haute mer. L'OTAN pourrait coordonner les politiques de ses États membres et de ses Partenaires, afin de partager les ressources et empêcher une rupture des approvisionnements. Elle pourrait également assurer la sécurité des infrastructures dans les pays producteurs d'énergie confrontés à des troubles. Un rôle politique semble possible pour l'OTAN dans un proche avenir en matière de sécurité énergétique : les Alliés ont entamé des discussions avec le Bahreïn, le Qatar, le Koweït et les Émirats arabes unis, afin d'établir une coopération pratique dans le domaine de la sécurité, y compris dans la lutte contre le terrorisme.

La protection des infrastructures critiques (PIC) présente des difficultés particulières au niveau de la politique. En raison de la mondialisation, la sécurité du réseau des infrastructures critiques dépend de l'élément le plus faible de la chaîne. Ces infrastructures incluent un nombre croissant d'installations et d'activités qui échappent au contrôle des États, car elles appartiennent ou sont utilisées par le secteur privé. Un composant crucial de la PIC réside donc dans l'établissement de partenariats publics-privés : un système d'incitants impliquant le secteur privé dans l'accomplissement d'objectifs de sécurité nationale. Il est particulièrement important de veiller à la compatibilité des efforts internationaux et d'éviter les doubles emplois et le gaspillage des ressources, en Europe et au-delà.

CENTRALE NUCLÉAIRE DE CERNAVODA

Ionel Bucur, directeur du site de la Centrale nucléaire de Cernavodă (CNC), a exposé aux parlementaires de l'OTAN les aspects techniques liés à la centrale, en soulignant que celle-ci est équipée de réacteurs CANDU, qui utilisent l'eau lourde comme modérateur. Dans ce type de réacteurs, le combustible utilisé est l'uranium naturel – et non pas l'uranium enrichi. Deux réacteurs fonctionnent actuellement (les Unités 1 et 2) et satisfont 17% de la demande en électricité de la Roumanie. Trois unités supplémentaires sont prévues. En Roumanie, l'électricité et le chauffage sont très bon marché. La durée de vie des réacteurs est de 30 ans, mais un programme de prolongation de cette durée a été lancé. Les déchets nucléaires sont stockés dans des installations transitoires sur le site de la CNC. Ces déchets peuvent être conservés dans les installations pendant une cinquantaine d'années. Au cours de cette période, une solution à leur élimination finale devrait être trouvée. La centrale de Cernavodă représente également un facteur économique important pour la Roumanie en termes de revenus budgétaires, en particulier pour la communauté locale, puisqu'elle fournit emplois et chauffage aux habitants de Cernavodă.

Après l'exposé, les membres de la délégation ont eu l'occasion de visiter le site de la CNC.

BULGARIE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'ÉNERGIE

La sécurité énergétique a constitué le thème dominant des réunions à Sofia. Le vice-ministre de l'Économie et de l'Énergie, Yavor Kuyumdjiev, a expliqué que le traité d'octobre 2005 qui institue la Communauté européenne de l'énergie engendrera progressivement le plus important marché énergétique concurrentiel au monde, tout en assurant la liquidité de celui-ci et sa résistance aux fluctuations de prix. La Bulgarie compte sur la Communauté de l'énergie pour mieux répondre à ses besoins énergétiques, en particulier après 2010, lorsque le pays sera confronté à un grave problème suite à la mise à l'arrêt de quatre réacteurs nucléaires.

La situation stratégique de la Bulgarie lui fournit des opportunités de diversification de son « mix » énergétique. Une nouvelle centrale nucléaire sera construite à Belene et de nouvelles installations thermo- et hydroélectriques sont également envisagées. Les projets d'acheminement du gaz naturel grâce aux projets Nabucco et South Stream devraient assurer un approvisionnement régulier à un prix raisonnable. Le projet South Stream est d'ores et déjà en cours et la Bulgarie a signé un accord avec la Fédération de Russie en janvier 2008. De nouveaux projets d'oléoducs sont également prévus. Ils devraient relier le port bulgare de Bourgas à Alexandroupolis en Grèce et à Vlorë en Albanie.

Veneta Tsvetkova, chef de l'unité Marchés de l'énergie au ministère, a parlé plus en détail de la stratégie énergétique bulgare, actuellement en préparation et qui devrait être adoptée en novembre de cette année. En tant que membre de l'Union européenne, la Bulgarie contribuera à l'objectif « 20-20-20 » de l'UE (réduction de 20% des émissions de CO2 par rapport à 1990, accroissement à 20% de la part des énergies renouvelables et amélioration de 20% de l'efficacité énergétique à l'échéance 2020). La Bulgarie projette de porter à 16% la part des énergies renouvelables dans sa consommation énergétique finale (alors qu'elle est inférieure à 10% actuellement).

Pour les autorités bulgares, les aspects environnementaux de la sécurité énergétique sont particulièrement préoccupants : depuis l'arrêt de quatre réacteurs à la centrale nucléaire de Kozloduy, les centrales alimentées au charbon interviennent à concurrence de plus de 40% dans la production d'électricité. Ce pourcentage devrait encore s'accroître avec la mise en service prochaine de la nouvelle centrale thermique alimentée au lignite. Bien que l'UE ait autorisé la Bulgarie à augmenter de 20% ses émissions de CO₂ à l'horizon 2020, il est également prévu qu'après 2013, les centrales au charbon devront acquitter un droit pour toutes les autorisations d'émission. Cela rendra les centrales aux charbons non concurrentiels par rapport à celles alimentées au gaz, ce qui pourrait entraîner une plus forte dépendance du pays envers les importations de gaz. La stratégie destinée à permettre à la Bulgarie de faire face à ce dilemme est triple : 1) chercher à obtenir un traitement égal dans l'UE pour toutes les centrales de production d'électricité et les autres installations industrielles ; 2) réclamer une période de transition avec libre allocation des permis d'émission entre 2013 et 2020 ; 3) promouvoir les technologies de charbon propre (TCP), avec le soutien financier de l'UE.

En ce qui concerne la coopération régionale et internationale, Mme Tsvetkova a souligné le rôle de la Communauté européenne de l'énergie. Le processus d'établissement d'un marché énergétique pour l'Europe du Sud-est a débuté en 1999, à Thessalonique, en Grèce, et s'est développé sous la forme d'un cadre paneuropéen. L'objectif de la Communauté consiste à garantir l'approvisionnement ininterrompu de la région en matières premières énergétiques, à libéraliser le marché et à veiller à la prise en compte des considérations environnementales. L'oratrice a expliqué la structure organisationnelle de la Communauté de l'énergie et souligné que la Bulgarie cherche à établir et à accueillir un bureau de l'Observatoire de la communauté de l'énergie chargé de surveiller les flux de ressources énergétiques dans la région.

La poursuite du développement des infrastructures énergétiques régionales représente un préalable important à la réussite du marché énergétique régional. En ce qui concerne l'énergie nucléaire, la Bulgarie a de grands projets d'investissements pour moderniser les Unités 5 et 6 de la centrale de Kozloduy et se doter d'une nouvelle capacité nucléaire sur le site de la centrale de Belene. De nouvelles interconnexions des réseaux électriques sont prévues avec la Grèce et l'ex-République yougoslave de Macédoine. En ce qui concerne le gaz naturel, les gazoducs Nabucco et South Stream sont deux projets parallèles, qui devraient chacun acheminer jusqu'à 31 milliards de mètres cubes de gaz par an. Des progrès sont accomplis en ce qui concerne le projet South Stream. Les autres projets gaziers incluent l'interconnexion des réseaux avec la Turquie et la Grèce, ainsi que l'établissement d'un terminal GNL régional sur la mer Égée. Pour ce qui a trait au pétrole, les oléoducs Bourgas-Alexandroúpolis et Bourgas-Vlorë, une fois achevés, achemineront 0,75 million de barils par jour chacun. Ces oléoducs devraient alléger la pression qui pèse sur la voie d'acheminement du pétrole traversant le Bosphore.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Petio Petev, directeur du département « OTAN et Sécurité internationale » du ministère des Affaires étrangères, a attiré l'attention sur la corrélation entre les sécurités

énergétique et nationale. Le changement climatique agit comme un multiplicateur de menaces : la dégradation du climat a un effet particulièrement dommageable sur les pays plus pauvres, ce qui accroît le potentiel de conflits. Une attaque terroriste contre les infrastructures énergétiques aurait également de graves conséquences.

La Bulgarie occupe un emplacement stratégique essentiel en termes d'approvisionnement énergétique. Une fois que des projets tels que Nabucco, South Stream et les deux oléoducs seront achevés, la densité de gazoducs, d'oléoducs et de réseaux énergétiques en Europe du Sud-est seront comparable à celle de l'Europe centrale. M. Petev a également fait remarquer que, même si beaucoup de projets énergétiques en Europe présentent une dimension russe, la tendance à long terme va vers une plus grande diversification géographique de l'approvisionnement. Le rôle de l'OTAN dans la sécurité énergétique est secondaire, mais l'Alliance peut apporter une valeur ajoutée grâce à son large éventail d'outils, incluant des mécanismes pour l'évaluation et le partage des renseignements.

CENTRALE NUCLÉAIRE DE KOZLODUY

Ivan Genov, directeur exécutif, a exposé l'histoire, la situation actuelle et les perspectives pour Kozloduy, qui est la plus grande centrale nucléaire dans la région. La production d'électricité est assurée par des réacteurs à eau pressurisée.

Les parlementaires de l'OTAN ont eu l'occasion de visiter les installations de la centrale nucléaire de Kozloduy.

Les membres de la délégation de l'AP-OTAN se sont également rendus à l'Académie navale bulgare de Varna, où les programmes d'enseignement leur ont été présentés. Ils ont en outre pu observer des simulations d'astronavigation et de navigation sur des navires de guerre.

Respectueusement soumis,

M. Leon Benoit, député
Président

Association parlementaire canadienne de l'OTAN (AP OTAN)

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Association parlementaire canadienne de l'OTAN (AP OTAN)
ACTIVITÉ	Visite de la Sous-commission de la sécurité énergétique et environnementale de la Commission des sciences et des technologies
DESTINATION	Roumanie et Bulgarie
DATES	Du 12 au 15 mai 2008
DÉLÉGATION	
SÉNAT	Sénateur Pierre Claude Nolin
CHAMBRE DES COMMUNES	
PERSONNEL	
TRANSPORT	3 368,12\$
HÉBERGEMENT	909,57\$
HOSPITALITÉ	0,00\$
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	291,10\$
CADEAUX OFFICIELS	0,00\$
DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION	0,00\$
TOTAL	4 568,79\$